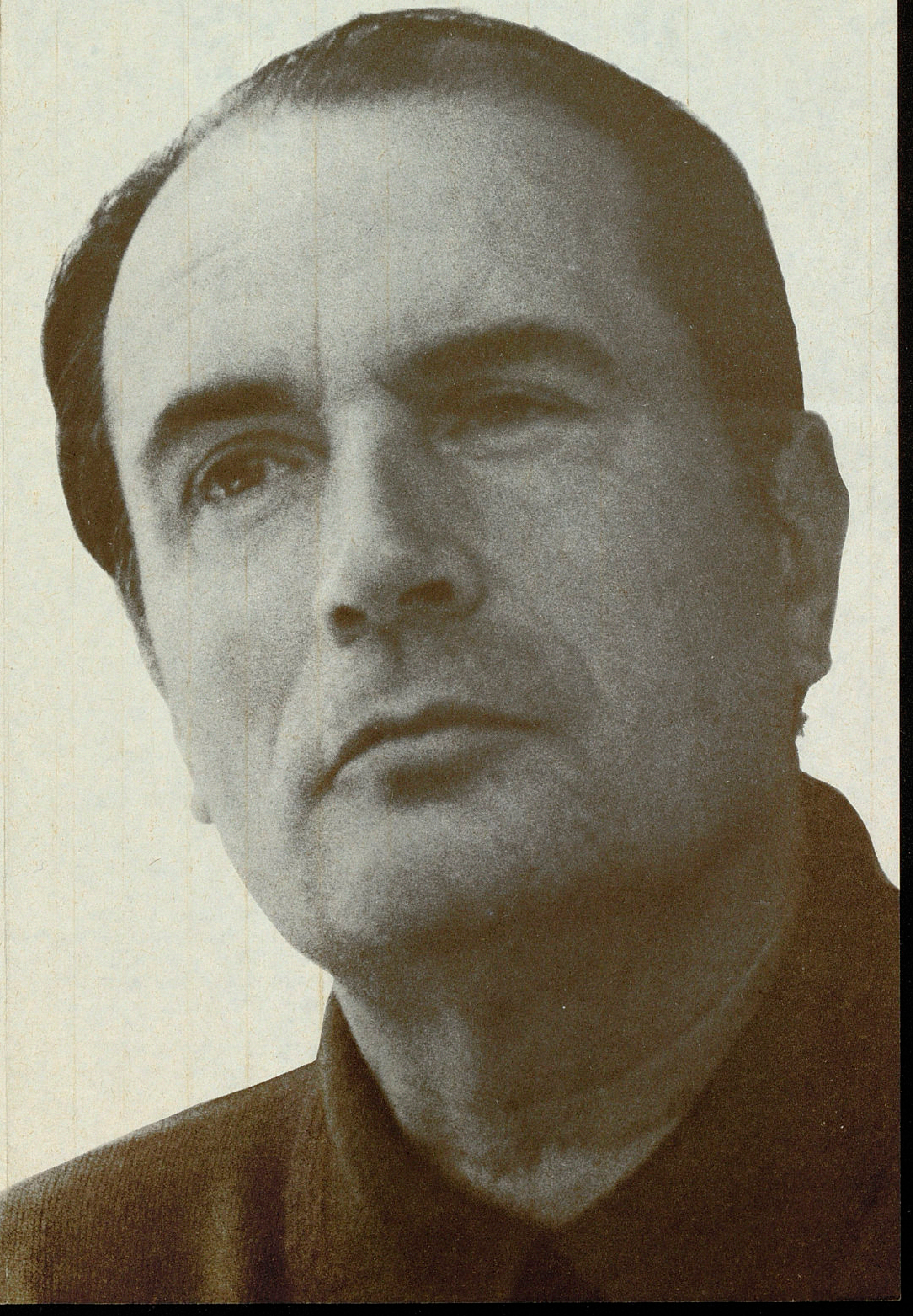
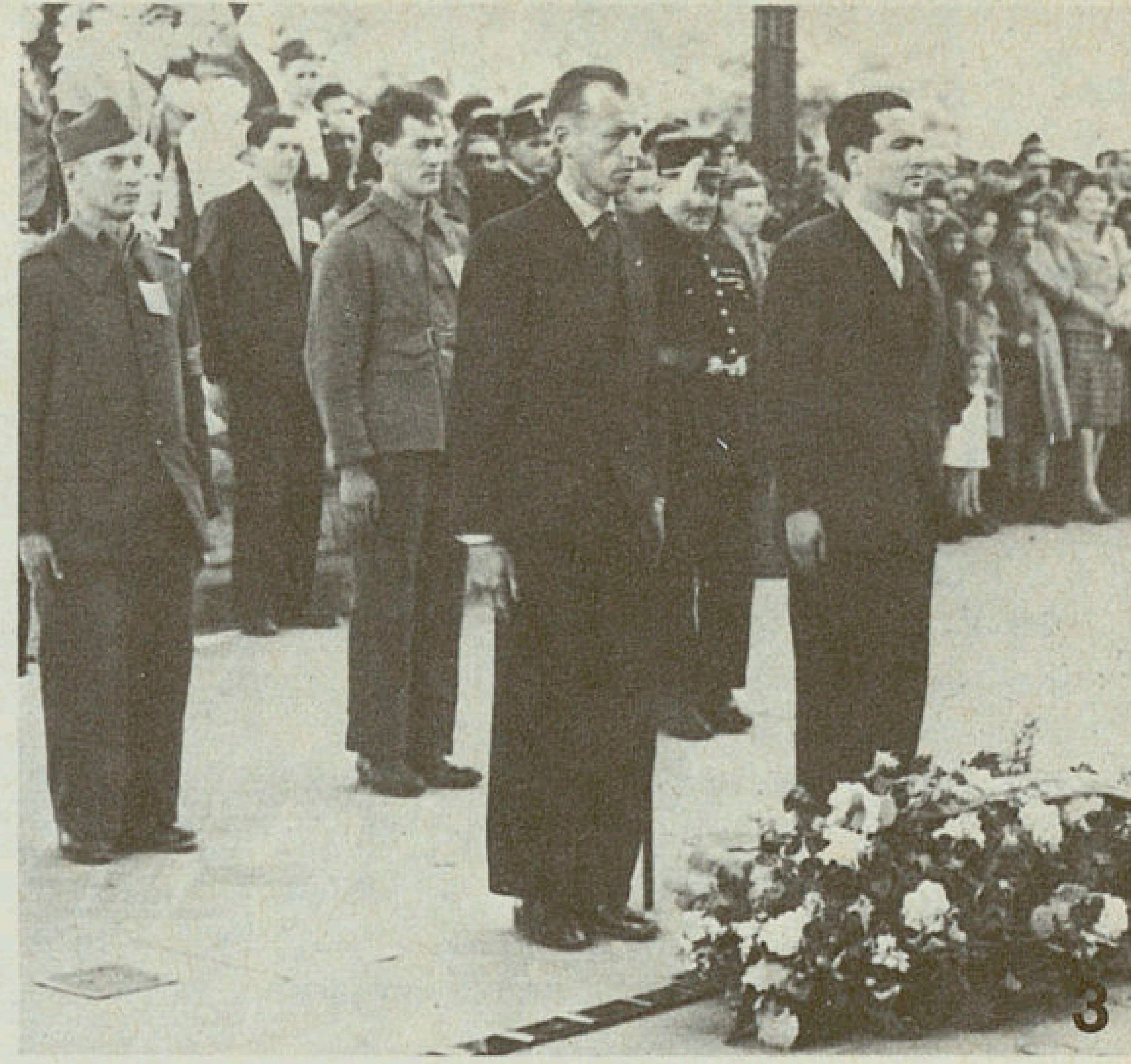
François Mitterrand

François Mitterrand est né le 26 Octobre 1916 à Jarnac (Charente). Son père est alors Agent de la Compagnie des Chemins de fer. Parmi les huit enfants de cette famille catholique, 4 garçons et 4 filles. Son frère aîné, Robert, est polytechnicien et ingénieur. Il a deux autres frères : Jacques, Saint-Cyrien, général d'aviation qui deviendra Commandant en Chef des Forces Aériennes Stratégiques, et Philippe, exploitant agricole.

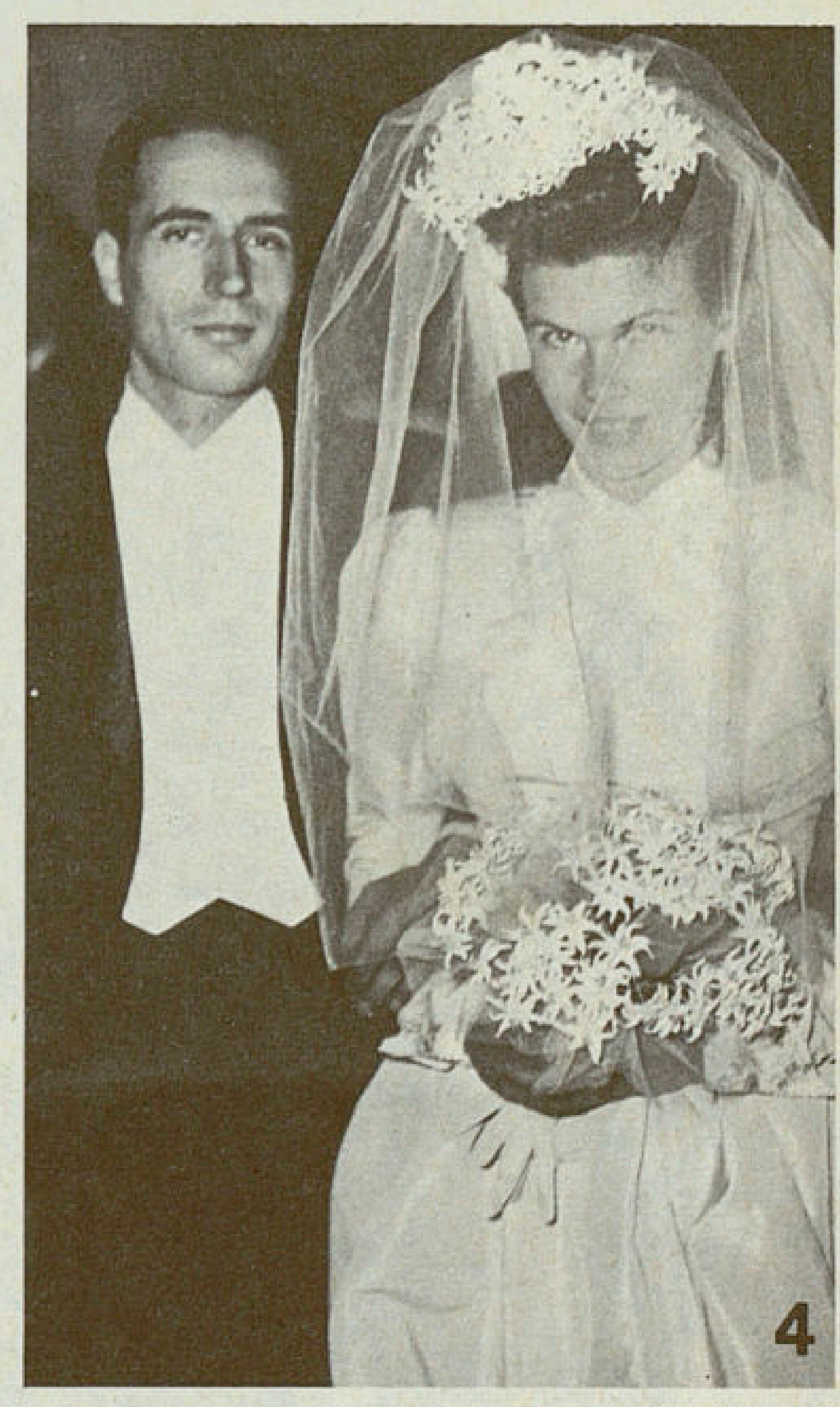
Après les études primaires et secondaires, François Mitterrand mène conjointement des études de littérature française et de droit. Après la licence en droit et le diplôme d'études supérieures de droit public, c'est l'Ecole de Sciences Politiques, dont il sort diplômé et lauréat. Il s'oriente vers le Barreau, mais ce n'est qu'après la guerre qu'il pourra exercer sa profession d'Avocat.











1. Parmi les siens en Charente. François est le premier, debout à gauche, à côté de lui : Robert. Plus bas, de gauche à droite : Colette, Geneviève, Jacques, Josette et Marie-Antoinette. **2.** Militaire en 1939, deuxième debout en partant de la droite. **3.** Dirigeant de la Résistance à une cérémonie de la Libération. **4.** Eglise St-Séverin, le 28 octobre 1944, mariage avec Danielle Gouze.

Il a 22 ans en effet quand la guerre arrive. François Mitterrand est mobilisé en 1939 comme sergent d'infanterie. A partir de mai, sous un déluge de feu, son régiment tient. Le 14 Juin, devant Verdun, le sergent Mitterrand est blessé et ce sera la première citation à l'ordre de la division ; il en aura deux autres en 1944 à l'ordre de la division et à l'ordre de l'Armée. Arraché à son lit d'hôpital, il est envoyé dans un camp en Allemagne. Le 5 Mai 1941, première évasion : François Mitterrand s'échappe du Stalag 9 C avec l'Abbé Leclerc. Ils vont marcher 22 nuits pour être repris à la frontière. Le 28 Novembre 1941, il franchit à nouveau les barbelés du camp, et il avait atteint Metz lorsque la Gestapo l'arrête. Désormais, c'est le camp de représailles. Dix jours après avoir été repris, François Mitterrand tente sa troisième évasion ; le courage et l'obstination reçoivent leur récompense : évasion réussie.

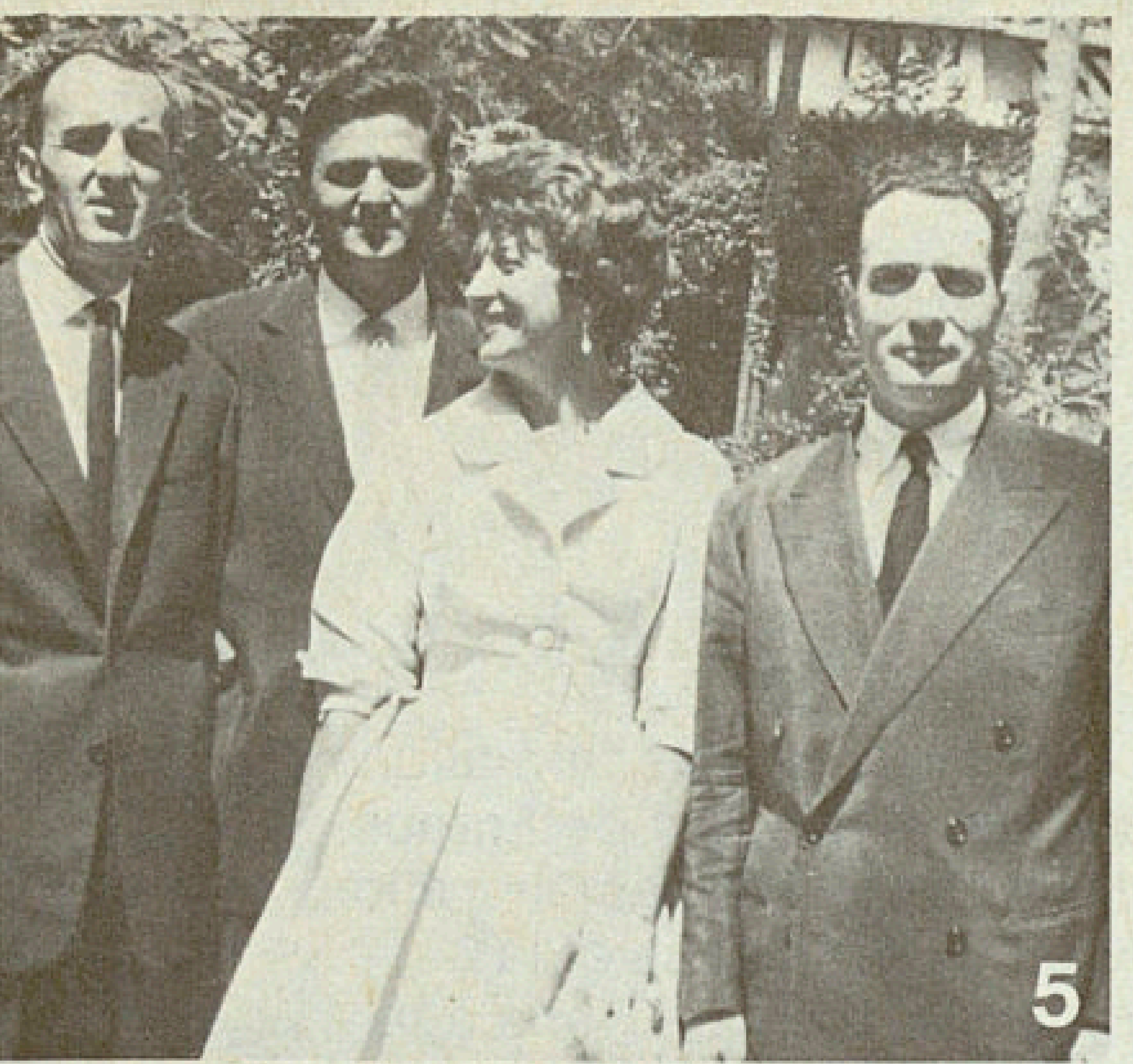
Mars 1942 : à 25 ans, il fonde le principal mouvement de résistance des prisonniers de guerre avec, pour couverture, des responsabilités dans un service officiel d'entraide aux prisonniers. Devenu Morland dans la clandestinité François Mitterrand accomplit des missions à Alger et à Londres. Le Général de Gaulle les mentionnera dans ses mémoires.

Le 26 Février 1944, il débarque sur les côtes bretonnes et rejoint le maquis dans la région de Cluny. C'est là qu'il rencontre Danielle Gouze, médaille de la Résistance à 18 ans, qui joue un rôle actif dans la résistance, ainsi que ses parents, enseignants. Il l'épousera après la Libération, le 28 Octobre 1944.

De ce mariage devaient naître deux garçons dont l'aîné, Christophe, est aujourd'hui journaliste, tandis que le second, Gilbert, enseigne le droit.

Nommé par le Général de Gaulle Secrétaire Général aux prisonniers de guerre, déportés et réfugiés, il participe au premier conseil de Gouvernement de la France libérée, le 27 Août 1944.

Officier de la Légion d'Honneur, à titre

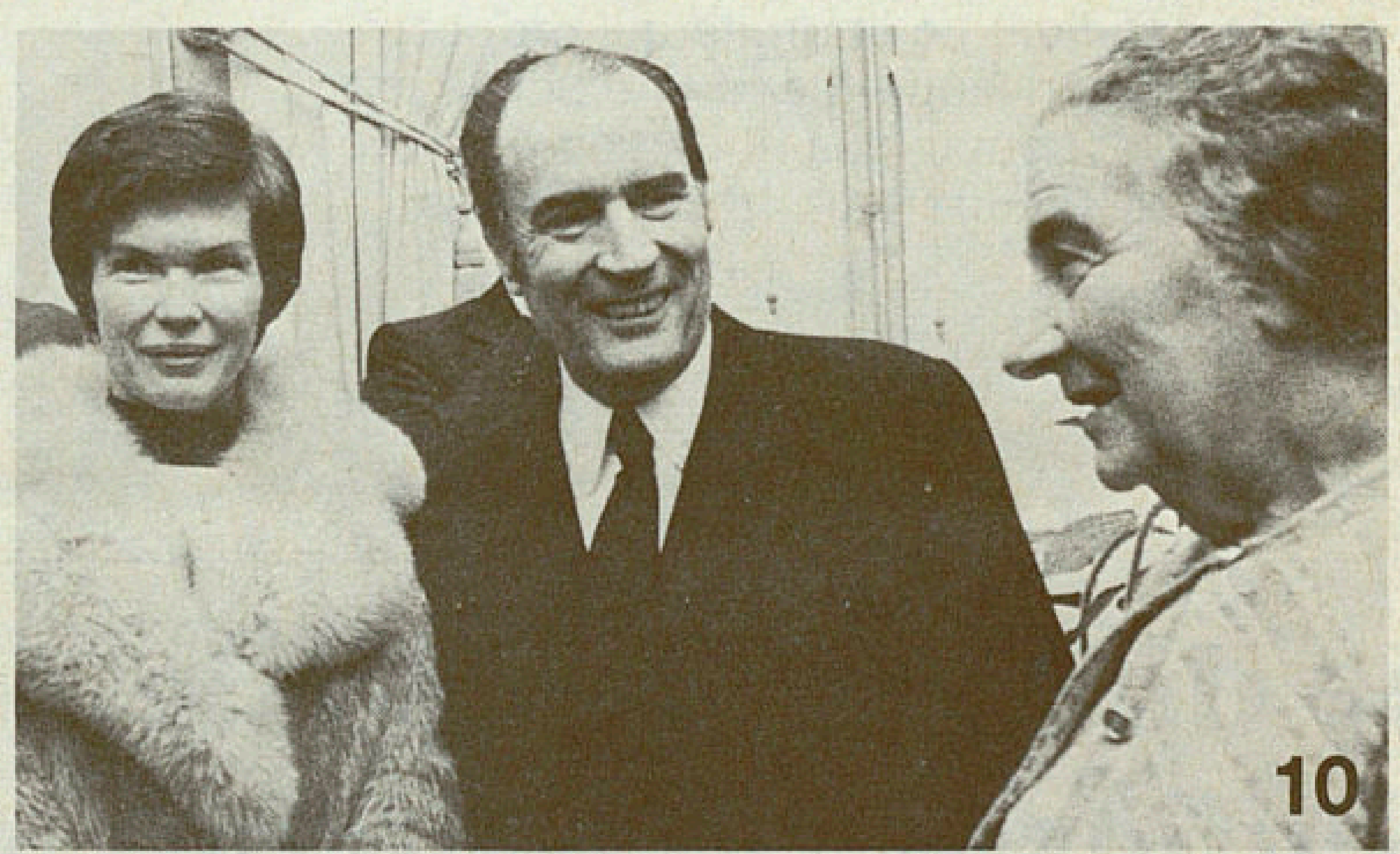












5. Témoin au mariage de Christine Gouze-Rénal et Roger Hanin ; à gauche, André Rousselet. **6.** Avec leurs enfants, Gilbert (à gauche) et Jean-Christophe (à droite). **7.** Avocat dans l'exercice de sa profession. **8.** Le premier de tous les hommes politiques français reçu par Mao Tsé Toung. **9.** Avec Robert Kennedy (à gauche : Gilbert Mitterrand). **10.** Danielle et François Mitterrand avec Golda Meir.

militaire, titulaire de la rosette de la Résistance, de la médaille des Evadés et de la Croix de Guerre 1939-1945 avec trois citations, c'est au titre de l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance qu'il est élu en 1946 Député de la Nièvre.

En 1947, nommé à 30 ans Ministre des Anciens Combattants dans le gouvernement Ramadier, il est le plus jeune ministre depuis l'Empire. Ministre dans le gouvernement de Pierre Mendès-France, qui fait la paix en Indochine, il refusera d'entrer dans le gouvernement d'Edgar Faure.

Ministre de la Justice en 1956, il refusera par la suite d'assurer des responsabilités ministérielles en raison de la politique menée en Algérie.

Son opposition au coup de force du 13 Mai 1958 concentre sur lui les campagnes de l'extrême droite qui n'hésitera pas à recourir au mensonge et à la provocation.

Maire de Château-Chinon en 1959, sénateur de la Nièvre, il revient à l'Assemblée Nationale en 1962 et préside le Conseil Général de la Nièvre en 1964.

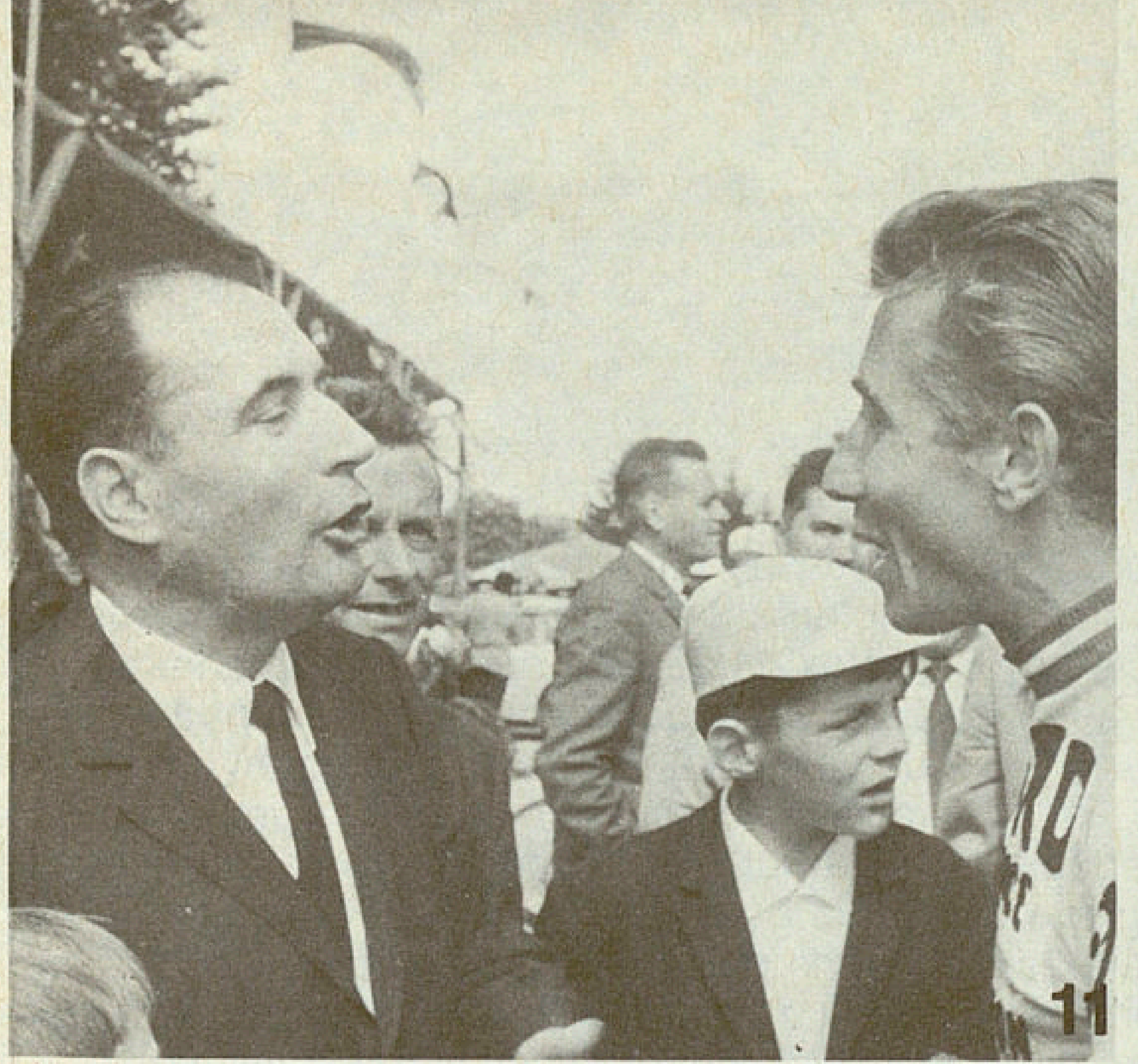
Tout en se dévouant inlassablement à la chose publique, François Mitterrand trouve le temps de la création, de la méditation et des joies simples. Il n'a jamais cessé de cultiver cet amour constant de l'écriture.

Ainsi il publiera plusieurs ouvrages dont "La Chine au défi", "Le coup d'état permanent", "Ma part de vérité", "Le Socialisme du possible", et "La Rose au Poing".

C'est difficilement qu'il renonce à faire retraite dans sa ferme des Landes. Là, Danielle et François Mitterrand, épris tous deux des arbres et de la mer, cultivent avec un soin jaloux leurs fleurs ou font de longues promenades avec leurs deux chiens.

Mais c'est 1965 : candidat unique de la gauche à l'élection présidentielle, il se classe le 5 Décembre immédiatement après le Général de Gaulle, et, resté seul avec celui-ci, obtient au deuxième tour 45 % des voix.

Président de la Fédération de la Gauche







11. Le Maire de Château-Chinon avec Jacques Anquetil. **12.** Avec Tito. **13.** Candidat unique de la Gauche en 1965. A ses côtés, Georges Beauchamps (à gauche), Charles Hernu (à droite).

Démocrate et Socialiste, François Mitterrand engage un processus de regroupement et de rénovation des formations de gauche, socialistes et radicaux, en y associant les clubs où s'engage la nouvelle génération.

L'accord de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et du Parti Communiste Français, permet le redressement de la Gauche aux élections de Mars 1967.

Le mécontentement provoqué notamment par les mesures antisociales décidées par le Gouvernement conduit à Mai 1968. La Droite semble surmonter la crise, mais se révélera incapable de réaliser les transformations nécessaires et promises.

C'est pour permettre à la Gauche de construire cette Société plus juste réclamée par tous les Français, que François Mitterrand se consacre à l'unité des Socialistes, qui se réalise au Congrès d'Epinay en Juin 1971.

Il prend une part décisive à l'élaboration du programme du P.S. "changer la vie", puis à celle du programme commun de la gauche.

Dans le même temps, il ne cesse d'approfondir les grandes questions internationales, grâce à ses voyages, en Chine dès 1956, en Amérique, en Israël, en Suède, en Egypte et dans tous les pays européens.

Il a de nombreuses consultations avec les principaux dirigeants internationaux.

C'est en leader reconnu par tous, qu'il conduit la Gauche aux élections législatives de Mars 1973 ; les résultats traduisent le soutien d'un nombre grandissant de Français à son action.

Aujourd'hui c'est l'unité des Français qui se fait autour de François Mitterrand.

Il est candidat à la Présidence de la République pour construire avec eux une France de Justice et de Fraternité.

Aujourd'hui c'est l'unité des Français qui se fait autour de François Mitterrand.

Il est candidat à la Présidence de la République pour construire avec eux une France de Justice et de Fraternité.

A la veille du deuxième tour d'un scrutin qui engage si gravement l'avenir du pays, je tiens à rappeler aux électeurs et aux électrices de l'Outre-Mer l'importance que revêtira leur choix de demain.

Alors que la victoire du candidat de la gauche est possible il serait très grave que les citoyens des départements et des territoires d'Outre-Mer, abusés par une propagande éhontée, et soumis à tant de pressions et de fraudes, portent, malgré eux, la responsabilité de reconduire au pouvoir les hommes responsables d'une politique qui a conduit le pays au bord de la faillite.

Les français d'Outre-Mer ont, plus encore que les français de l'hexagone, supporté les conséquences néfastes de la politique conservatrice menée depuis plus de quinze ans par les mêmes hommes qui sollicitent aujourd'hui leurs suffrages.

Tandis que ces régions subissent une dégradation rapide du secteur agricole qui était leur principale source de richesses, elles se voient refuser toute implantation d'industries nouvelles sous prétexte que cela coûterait trop cher au pays, à l'encontre du principe fondamental de solidarité nationale. L'exportation massive de la main d'œuvre vers la métropole est la seule réponse apportée par le pouvoir au chômage dramatique qui touche déjà 30 % de la population active.

La centralisation excessive des prises de décision au niveau d'une administration métropolitaine éloignée et mal informée, empêche la nécessaire participation des citoyens à la gestion des affaires et au développement de leur région.

Il faut remarquer que mon adversaire dans cette campagne s'est contenté d'assurer aux populations d'Outre-Mer que, pour tout programme, il entendait maintenir exactement la même politique.

Cela semble évident : conserver les mêmes hommes ne peut signifier ni un changement, ni une amélioration de la politique.

Face à cette situation, je tiens à rappeler mes propositions : tout d'abord j'affirme et je répète que le gouvernement qui sera formé après mon élection ne tentera jamais d'imposer une nouvelle forme de statut à aucun des départements ou des territoires français d'Outre-Mer. Ce n'est pas là son rôle, seules les populations concernées sont qualifiées pour décider de leur avenir. Tant que ce problème ne sera pas posé par elles mêmes, le gouvernement les considérera comme françaises à part entière.

Pour moi, ces régions, trop longtemps négligées, doivent faire l'objet d'une aide mieux orientée et plus désintéressée de la part de la communauté nationale. La mise en œuvre des grandes réformes que je propose à tous les français, leur permettra d'accéder à la justice sociale et au développement économique qui leur ont été refusés jusqu'à présent.

Le choix est donc clair : entre, d'une part le candidat de la droite qui propose le maintien en Outre-Mer d'une politique d'injustice économique et de ségrégation sociale, et, d'autre part, le candidat issu des partis de gauche et des formations représentant les travailleurs de France, qui, s'il est élu, permettra l'amélioration du sort des plus défavorisés et la participation de tous les citoyens à la gestion de leurs affaires, dans le maintien de liens étroits et renforcés avec la métropole, je suis sûr que les électeurs et les électrices des D.T.O.M. n'hésiteront pas.

Je les appelle donc à m'exprimer leur confiance le 19 Mai, et d'avance je les en remercie.

François Mitterrand

Déclaration commune du Parti Socialiste, du Mouvement des Radicaux de Gauche et du Parti Communiste Français

Dans les départements et les territoires d'Outre-Mer la politique conservatrice du pouvoir a entraîné une aggravation dramatique de la situation des populations, et en particulier de la jeunesse.

La production agricole est en déclin et la plupart des usines de sucre ferment, accroissant ainsi le chômage qui frappe déjà 30 % de la population active. Aucun effort n'est tenté pour développer le secteur industriel ce qui va accentuer dans les années à venir le sous-développement de ces pays et les mauvaises conditions de vie des travailleurs.

Par contre, les grandes sociétés capitalistes françaises, européennes ou étrangères qui opèrent dans les D.O.M. et les T.O.M. bénéficient d'avantages fiscaux scandaleux et réalisent des profits injustifiés qui ne sont jamais réinvestis sur place.

Aux légitimes revendications populaires, le pouvoir répond par des pressions de toutes sortes, voire même la répression comme les derniers événements de Février en Martinique en témoignent. La fraude électorale lui a permis en outre de bloquer toute possibilité de changement parmi les responsables locaux.

En dépit de cet état de fait, le désir profond de changement qui se fait jour dans les populations d'Outre-Mer s'est trouvé renforcé par le puissant courant d'espoir né en France métropolitaine après l'union des forces de gauche et des travailleurs autour de la candidature unique de François MITTERRAND.

Aussi, les partis signataires du Programme commun tiennent à préciser leur position sur les problèmes spécifiques des D.O.M. et des T.O.M. pour mettre un terme à la propagande mensongère de la majorité à ce sujet : une élection présidentielle n'a pas pour objet de définir un nouveau statut pour les départements français, qu'ils soient métropolitains ou d'Outre-Mer.

Le gouvernement français, si François MITTERRAND est élu, n'entendra pas imposer un quelconque statut aux départements et aux territoires d'Outre-Mer.

C'est aux populations concernées qu'il appartiendra, si elles le désirent, de se prononcer. Dans ce cas, la consultation qui interviendrait serait limitée à chaque département d'Outre-Mer. En aucun cas, elle ne pourra prendre la forme d'un référendum portant sur l'ensemble du territoire, métropole et outre-mer confondus.

En tout état de cause, le gouvernement de gauche qui sera formé après l'élection de François MITTERRAND poursuivra, en la renforçant, l'aide accordée aux départements et aux territoires d'Outre-Mer.

Les assemblées locales seront appelées à répartir cette aide au mieux des intérêts des populations locales. Les avantages acquis en matière de sécurité sociale seront maintenus et consolidés. Le gouvernement de gauche créera les conditions de l'exercice réel des libertés démocratiques.

Les partis signataires du Programme commun sont convaincus que cette politique démocratique et les réformes économiques et sociales qui seront appliquées par le gouvernement de la gauche contribueront au renforcement des rapports traditionnels d'amitié avec les peuples d'outre-mer.

Dans cette perspective, ils appellent les populations des départements et des territoires d'outre-mer à voter massivement le 19 Mai prochain, pour le candidat commun de la gauche : François MITTERRAND.